

Un budget à l'équilibre? Pas avant 2020

La Belgique doit remettre à l'Europe sa feuille de route 2018-2021 d'ici la fin avril. Une chose est déjà sûre: le retour à l'équilibre, ce ne sera pas pour 2019.

**PIETER BLOMME
BENOÎT MATHIEU**

On vous l'accorde, cela ne saute pas aux yeux. Mais il y a souvent des choses instructives à retirer de la lecture d'un rapport du Conseil supérieur des Finances. En 2016, le CSF est ainsi le premier à jeter le pavé dans la mare, en proposant au gouvernement fédéral un plan B, avec un retour à l'équilibre budgétaire en 2019. Alors que la feuille de route «michélienne» est limpide: l'équilibre, c'est pour 2018! Un an après, en avril 2017, le CSF remet le couvert. Et, surprise, il est suivi quelques semaines plus tard par Charles Michel, qui acte officiellement le report d'un an du retour à l'équilibre.

C'était il y a un an. Et l'histoire se répète. Il ne fait aucun doute, et depuis un petit temps déjà, que la Belgique ne redressera pas son budget d'ici la fin 2019. Parce qu'en 2018, la Belgique a déjà affiché son intention de ne réaliser qu'une moitié de l'effort que la Commission européenne attend d'elle. Et parce que l'on vote à tous les étages, d'octobre 2018 à mai 2019. Miser sur de nouvelles recettes ou sabrer dans les dépenses au beau milieu d'une campagne électorale

est à tout le moins audacieux – qui a dit suicidaire?

Des milliards d'effort? «Irréaliste»

Justement: d'ici la fin avril, la Belgique devra remettre à l'Europe son programme de stabilité. Et ainsi préciser sa feuille de route budgétaire 2018-2021. Officiellement, toutes les options sont encore sur la table – autrement dit, la piste de 2019 n'est pas encore enterrée. Mais cela n'est exact qu'officiellement. Parce qu'en réalité, Michel s'apprête à reporter le retour à l'équilibre d'un an. Si pas plus.

Ce qui nous ramène à la dernière livraison du CSF, parue le dernier jour du mois de mars. Lucide, le CSF n'envisage même plus la piste 2019 et fournit deux scénarios à l'horizon 2020, différant sur la répartition de l'effort entre les crûs 2019 et 2020. Tous deux affichent cependant un point commun: la tâche ne sera pas mince en 2019, puisqu'il sera question d'y économiser soit 3,5 milliards d'euros, soit 4,5 milliards d'euros. Ambitieux, surtout en période électorale.

Vous comprenez donc bien que la piste de 2019 est définitivement écartée. Même celle de 2020 apparaît de plus en plus irréaliste dans les rangs gouvernementaux. Il serait donc question d'étaler l'effort au-delà de 2020. Voire même de demander à l'Europe de modifier l'objectif à moyen terme de la Belgique, en acceptant que celui-ci ne

soit pas l'équilibre, mais un déficit structurel équivalent à 0,5% du PIB.

L'air de rien, c'est demander beaucoup à l'Europe, qui devra déjà se montrer compréhensive vis-à-vis du budget 2018. Parce que cela s'ajoute à la demande pressante de Charles Michel de donner un petit peu d'air à la Belgique afin qu'elle puisse mener à bien son pacte d'investissement et se remettre, enfin!, à injecter de l'argent dans ses infrastructures publiques.

En réalité, Michel s'apprête à reporter le retour à l'équilibre d'un an. Si pas plus.